



# Groupe Financier Banque TD

## RAPPORT AUX ACTIONNAIRES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2003

Six mois terminés le 30 avril 2003

### LE GROUPE FINANCIER BANQUE TD ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE, UNE SOLIDE PERFORMANCE DE SES UNITÉS D'EXPLOITATION PRINCIPALES ET UNE AMÉLIORATION DE SA SITUATION FINANCIÈRE

Le communiqué de presse qui suit donne un aperçu des résultats financiers de la Banque pour le deuxième trimestre et doit être lu avec le rapport de gestion du trimestre.

#### Faits saillants du deuxième trimestre

- Selon la comptabilité de caisse<sup>1</sup>, la perte d'exploitation par action a été de 0,26 \$ dont des coûts de restructuration et des charges pour dépréciation de 0,95 \$ pour le deuxième trimestre, contre un revenu d'exploitation dilué par action de 0,70 \$ pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2003 et de 0,45 \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent.
- La perte par action comme présentée<sup>2</sup> du trimestre s'est établie à 0,46 \$ dont des coûts de restructuration et des charges pour dépréciation de 0,95 \$, en regard d'un revenu dilué par action comme présenté de 0,50 \$ pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2003 et de 0,20 \$ un an auparavant.
- Le rendement d'exploitation du total de l'avoir en actions ordinaires selon la comptabilité de caisse du trimestre a été de (6,0) % par rapport à 15,6 % pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2003 et à 9,7 % pour le premier trimestre du dernier exercice.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté du trimestre s'est établi à (10,5) %, contre 11,1 % pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2003 et 4,4 % pour le premier trimestre du dernier exercice.
- Selon la comptabilité de caisse, la perte nette d'exploitation du trimestre a été de 146 millions de dollars, comparativement à un revenu net d'exploitation de 480 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2003 et de 316 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent.
- La perte nette comme présentée s'est établie à 273 millions de dollars pour le trimestre, en regard d'un revenu net comme présenté de 347 millions de dollars pour le premier trimestre de 2003 et de 156 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

(Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. Pour obtenir les résultats financiers qui comprennent les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et les résultats comme présentés, veuillez vous reporter au tableau de la page 3.)

**TORONTO, LE 22 MAI 2003** – Le Groupe Financier Banque TD (GFBTD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2003, présentant une perte nette d'exploitation selon la comptabilité de caisse de 146 millions de dollars, en regard d'un revenu net d'exploitation de 316 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte nette comme présentée s'est établie à 273 millions de dollars, par rapport à un revenu net comme présenté de 156 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Les résultats du deuxième trimestre reflètent les mesures annoncées le 3 avril 2003 en vue de restructurer l'entreprise de gestion de patrimoine de la Banque à l'extérieur de l'Amérique du Nord et le secteur américain de négociation d'options sur actions de ses services bancaires en gros. Des coûts de restructuration de 21 millions de dollars et des charges pour dépréciation de 313 millions de dollars, totalisant 334 millions de dollars avant impôts et taxes (328 millions de dollars après impôts et taxes), ont été engagés à l'égard de l'entreprise de gestion de patrimoine. Pour les services bancaires en gros, les coûts de restructuration de 72 millions de dollars et les charges pour dépréciation de 350 millions de dollars totalisaient 422 millions de dollars avant impôts et taxes (289 millions de dollars après impôts et taxes). Le total des coûts de restructuration et des charges pour dépréciation a réduit le revenu du GFBTD de 0,95 \$ l'action pour le trimestre.

«Comme nous l'avons déclaré à notre assemblée annuelle le mois dernier, nous avons pris des mesures pour éliminer les pertes de ces entreprises et savions que ces mesures allaient gruger notre revenu du deuxième trimestre, auquel le gros des frais seraient imputés, a expliqué W. Edmund Clark, président et chef de la direction du GFBTD. Si nous excluons ces frais déjà annoncés des résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse, le revenu du trimestre s'est montré solide en atteignant 0,69 \$ l'action, témoignant ainsi de la vigueur de nos activités principales. Il nous tarde d'enregistrer un revenu amélioré au fur et à mesure de la mise en œuvre des plans de restructuration.»

Considérant une entreprise à la fois, la performance a été particulièrement solide pour les services bancaires personnels et commerciaux, avec un taux de croissance de revenu à deux chiffres et un revenu net en hausse de 42 millions de dollars ou de 16 % par rapport à l'exercice précédent. La gestion de patrimoine demeure rentable au Canada et aux États-Unis malgré un ralentissement de l'activité des marchés. Dans l'ensemble, les services de

gestion de patrimoine ont affiché pour le trimestre une perte nette selon la comptabilité de caisse de 299 millions de dollars, dont des coûts de restructuration et des charges pour dépréciation après impôts et taxes de 328 millions de dollars. Du côté des services bancaires en gros, la perte nette selon la comptabilité de caisse s'est établie pour le trimestre à 120 millions de dollars, dont des coûts de restructuration et des charges pour dépréciation après impôts et taxes de 289 millions de dollars – déduction faite de ces charges, les résultats de la franchise en gros canadienne et des activités sur les marchés mondiaux ont été satisfaisants. Et des progrès sensibles ont été marqués dans la réduction du portefeuille de prêts secondaires<sup>3</sup>.

«Nous sommes très heureux de notre performance du côté des services bancaires de détail, qui ont de nouveau affiché des résultats exceptionnels. Nous sommes à la hauteur de notre plan de gestion du patrimoine, à l'égard duquel les mesures que nous avons prises ont pour objet d'éliminer les pertes à l'échelle internationale d'ici 2004, de nous permettre de continuer à enregistrer des profits en Amérique du Nord et de nous positionner pour réaliser une importante remontée sur des marchés améliorés. Et nous progressons régulièrement du côté des services bancaires en gros où, exclusion faite des charges engagées au cours du trimestre, le revenu généré par nos services bancaires en gros est à la hauteur de nos attentes», affirme M. Clark.

#### Capital

Le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque était de 8,8 % au 30 avril 2003, contre 8,5 % au 31 janvier 2003 et 8,1 % au 31 octobre 2002.

#### Secteurs d'activité

##### Services bancaires personnels et commerciaux

TD Canada Trust (TDCT) a encore une fois connu une solide croissance de ses résultats d'un exercice à l'autre, affichant un revenu net selon la comptabilité de caisse de 306 millions de dollars pour le trimestre, soit 16 % de plus que celui de 264 millions de dollars au même trimestre en 2002. L'amélioration de l'efficacité opérationnelle, la diminution des pertes sur créances et les performances vigoureuses dans certains principaux segments de produits ont toutes contribué à la progression du revenu au cours du trimestre.

Parmi les points saillants :

- les volumes de prêts immobiliers garantis de 90 milliards de dollars, qui comprennent des prêts hypothécaires et des lignes de crédit domiciliaires,

<sup>1</sup> Les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et les résultats comme présentés figurant dans le présent rapport sont expliqués en détail à la page 3 sous la rubrique Présentation de l'information financière de la Banque.

<sup>2</sup> Les résultats comme présentés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

<sup>3</sup> Le 4 novembre 2002, le GFBTD a annoncé des mesures permanentes relativement à des risques de crédit particuliers. Ainsi, le secteur des services aux grandes entreprises a été réorganisé en deux segments : les relations d'affaires importantes et les relations d'affaires secondaires, avec pour mandat de se retirer pratiquement des relations d'affaires secondaires sur une période de trois ans.

- en hausse de 6 milliards de dollars ou de 7 % par rapport au deuxième trimestre de 2002 et de 1 milliard de dollars par rapport au premier trimestre de 2003;
- les volumes des dépôts personnels de 83 milliards de dollars, en progression de 4 milliards de dollars ou de 5 % en regard du même trimestre en 2002 et de 0,9 milliard de dollars comparé au premier trimestre de 2003;
- une amélioration d'un exercice à l'autre de 2,2 points de pourcentage de l'efficacité de TDCT;
- un relèvement d'un exercice à l'autre de 3,1 points de pourcentage des niveaux de satisfaction de la clientèle de TDCT.

La croissance des entreprises sous-représentées demeure une grande préoccupation. Le volume des dépôts commerciaux a augmenté de 2,4 milliards de dollars ou de 11 % au cours du dernier exercice. Les produits d'assurance distribués par TD Assurance et TD Meloche Monnex continuent de former un secteur de croissance clé pour TDCT, les volumes de primes brutes d'assurance-vie et d'assurance IARD de 351 millions de dollars s'étant accrus de 74 millions de dollars ou de 27 % par rapport à la même période en 2002.

La qualité du crédit s'est encore améliorée au chapitre des prêts personnels et est demeurée ferme au chapitre des prêts commerciaux. La provision pour pertes sur créances a diminué de 19 millions de dollars ou de 15 % par rapport au premier trimestre et de 11 millions de dollars ou de 10 % comparativement au trimestre correspondant de 2002, grâce à l'amélioration continue des processus de crédit de détail.

L'amélioration de l'efficacité opérationnelle dans le secteur des services de détail s'est poursuivie au cours du trimestre. La gestion des frais a été serrée. Selon la comptabilité de caisse, les frais ont reculé de 12 millions de dollars ou de 1 % par rapport au même trimestre de 2002, tandis que les revenus se sont accrus de 2 %. Par conséquent, l'efficacité de TDCT a gagné 2,2 points de pourcentage d'un exercice à l'autre pour atteindre 57,8 %. Selon la comptabilité de caisse, l'efficacité cumulative s'élève à 57,6 %, soit un niveau meilleur que l'objectif défini.

Notre indice de satisfaction de la clientèle (ISC) des succursales de détail a atteint 85,9 % pour le trimestre, comparativement à 85 % au premier trimestre, mais à 82,8 % au trimestre correspondant de 2002, ce qui représente la meilleure performance à ce jour depuis la fusion de TD et de Canada Trust. L'ISC suit de près la satisfaction de la clientèle. Des préposés communiquent avec les clients dans les 24 heures suivant une opération pour recueillir leurs commentaires sur le niveau et la qualité du service et les points éventuels à améliorer. Sur une année, plus de 335 000 entrevues sont réalisées dans le cadre des programmes de l'ISC des succursales de détail de la Banque.

La concurrence des prix continue d'influer sur les marges, surtout celles des prêts hypothécaires et des comptes d'épargne. Cependant, la croissance des volumes reste ferme.

### Gestion de patrimoine

Par suite des frais déjà annoncés, la perte nette selon la comptabilité de caisse pour le deuxième trimestre s'est établie à 299 millions de dollars, dont des coûts de restructuration et des charges pour dépréciation avant impôts et taxes de 328 millions de dollars. Selon la comptabilité de caisse, le revenu net en Amérique du Nord a atteint 46 millions de dollars, soit 6 millions de dollars ou 12 % de moins qu'au premier trimestre et 1 million de dollars ou 2 % de moins qu'au même trimestre de 2002. Les résultats pour l'Amérique du Nord demeurent très intéressants, le recul du revenu net au deuxième trimestre revenant principalement à l'incidence d'un trimestre plus court et d'une diminution générale des volumes de négociation.

Les actifs administrés ont totalisé 110 milliards de dollars, en baisse de 2 milliards de dollars par rapport au premier trimestre et comparativement au 31 octobre 2002, témoignant ainsi des défis auxquels sont confrontés les marchés financiers et de la fluctuation des taux de change. Les actifs administrés atteignaient 240 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre, par rapport à 237 milliards de dollars à la fin de premier trimestre et à 234 milliards de dollars au 31 octobre 2002.

TD Waterhouse est rentable au Canada et aux États-Unis, où nous avons pris des mesures importantes afin de réduire le coût de base des activités en fonction du faible volume de négociation et de bâtir une image forte axée sur la clientèle. Au Canada, Fonds Mutuels TD s'est imposée comme le leader des ventes de fonds communs de placement pendant la dernière saison des RÉR, récoltant au bout des trois mois terminés le 31 mars 2003 des ventes nettes de 365 millions de dollars.

À l'extérieur de l'Amérique du Nord, des mesures énergiques sont prises afin d'améliorer la performance et d'atteindre le seuil de rentabilité sur la scène internationale d'ici 2004. Au cours du trimestre, le GFBTD a annoncé la vente

de son exploitation de courtage à escompte australienne, car il était devenu clair qu'il serait difficile de maintenir sa croissance organique. Les exploitations au Royaume-Uni sont rationalisées, et des initiatives stratégiques, comme la coentreprise avec The Royal Bank of Scotland dont le GFBTD assure la plate-forme administrative d'exploitation et de règlement, sont dans la bonne voie. Ailleurs sur la scène internationale, des mesures appropriées sont prises pour éliminer les pertes.

### Services bancaires en gros

Dans le contexte des frais déjà annoncés, la perte nette selon la comptabilité de caisse pour le deuxième trimestre a été de 120 millions de dollars dont des coûts de restructuration et des charges pour dépréciation après impôts et taxes de 289 millions de dollars, comparativement à un revenu de 163 millions de dollars au dernier trimestre et de 35 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent. Exclusion faite des frais, les services bancaires en gros ont généré des revenus qui sont alignés sur les attentes.

Les revenus, déduction faite des frais, reflètent surtout la performance des unités d'exploitation principales, dont tous les prêts sont performants. Valeurs Mobilières TD n'a pas constitué de provision pour pertes sur créances dans son portefeuille de relations d'affaires importantes au cours du trimestre, comparativement à une provision de 300 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Selon la comptabilité de caisse, le revenu net du groupe des relations d'affaires secondaires pour le trimestre a atteint 13 millions de dollars. Valeurs Mobilières TD a marqué de solides progrès à l'égard de sa stratégie autofinancée de retrait des opérations de prêts dans son portefeuille de relations d'affaires secondaires. Les prêts dans le portefeuille de relations d'affaires secondaires ont été ramenés à 7,2 milliards de dollars, en regard de 9,3 milliards de dollars au 31 janvier 2003 et de 11,2 milliards de dollars au 31 octobre 2002.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons utilisé 170 millions de dollars de la provision globale sectorielle en raison de nouvelles provisions spécifiques pour pertes sur prêts, contre 236 millions de dollars au premier trimestre, portant ainsi le total à 406 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2003. Nous avons constaté de nouveaux prêts douteux de 122 millions de dollars, soit beaucoup moins, d'un trimestre à l'autre, puisque 458 millions de dollars avaient été constatés à ce titre au 31 janvier 2003 et 770 millions de dollars au 31 octobre 2002. Au 30 avril 2003, la provision globale sectorielle, y compris les éléments susmentionnés et les rajustements de change, s'est élevée à 813 millions de dollars. Le GFBTD demeure satisfait de la constitution de ses provisions et est en bonne voie de se retirer de son portefeuille de relations d'affaires secondaires comme prévu.

### Changements organisationnels

Le GFBTD a fait de grands progrès dans l'amélioration de sa structure de crédit et de sa gestion des risques, ainsi que de ses processus de crédit. De plus, la Banque a défini une nouvelle stratégie de gestion des risques qui est actuellement en cours de mise en œuvre. Du coup, M. Clark a également annoncé des changements organisationnels dans ce secteur.

«Tom Spencer, premier vice-président à la direction, Direction des risques, a annoncé sa décision de quitter son poste à la fin du présent exercice. J'aimerais le remercier du rôle critique qu'il a joué dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de gestion des risques améliorée. Il s'est appliqué au cours des derniers mois à assurer qu'une stratégie améliorée est en place, et son travail finira par raffermir la Banque à l'avenir, a déclaré M. Clark. Vu le départ de M. Spencer, j'ai demandé à Bharat Masrani, vice-président, Gestion des risques de crédit, de prendre la direction de notre secteur de la gestion des risques, et ce, dès maintenant. Dans ses nouvelles fonctions, M. Masrani sera chargé de surveiller tous les aspects de la gestion des risques pour la Banque, tout en continuant de suivre de près les relations d'affaires secondaires. M. Spencer agira à titre de conseiller pour M. Masrani et moi-même au cours des prochains mois afin d'assurer une transition en douceur», a ajouté M. Clark.

### Conclusion

«L'excellence opérationnelle constitue la base de la création de valeur pour nos actionnaires, et le trimestre qui vient de se terminer confirme que nous tenons cet engagement. Nos revenus de détail sont solides et s'améliorent sans cesse à mesure que nous bâtissons une meilleure banque, notre stratégie de gestion de patrimoine est en bonne voie, et nos services bancaires en gros tirent parti de leur réorientation, conclut M. Clark. Nous réalisons nos plans et croyons qu'ils auront un effet positif sur nos revenus à l'avenir.»

(Comme présenté le jeudi 22 mai 2003)

*De temps à autre, TD fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales, y compris dans le présent rapport, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Les déclarations prospectives comprennent, entre autres, des déclarations concernant les objectifs de TD et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités fonctionnelles de TD, ainsi que la performance financière prévue de TD. Les déclarations prospectives se reconnaissent habituellement à l'emploi des termes comme «croire», «prévoir», «pouvoir» et les verbes au futur et au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à ces déclarations sont de nature générale ou spécifique et peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les déclarations prospectives. Certains des facteurs qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques liés, entre autres, au crédit, aux marchés, aux liquidités, aux taux d'intérêt, à l'exploitation présentés dans le rapport de gestion du présent rapport et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC; les modifications aux lois ou à la réglementation; le degré de concurrence sur les marchés où TD exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; l'évolution de la technologie; les changements aux politiques gouvernementales et économiques, y compris ceux touchant les taux d'intérêt; la santé de l'économie mondiale; la conjoncture des marchés des affaires et des marchés financiers; et la capacité de la direction de prévoir et de gérer les risques associés à ces facteurs et de réaliser les stratégies de TD. Cette liste n'est pas exhaustive. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de TD. Le lecteur doit examiner ces facteurs et autres attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de TD et ne doit pas se fier indûment aux déclarations prospectives de TD. TD n'effectuera pas de mise à jour des déclarations prospectives, écrites ou verbales, qui peuvent être faites de temps à autre par nous ou en notre nom.*

## Rapport de gestion

### Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, qui sont présentés aux pages 10 à 16 de ce rapport aux actionnaires du deuxième trimestre. La Banque désigne les résultats dressés selon les PCGR comme étant les résultats «comme présentés».

Outre les résultats comme présentés, la Banque utilise les résultats «d'exploitation selon la comptabilité de caisse» pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour comparer sa performance globale aux objectifs fixés. Les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse comprennent les résultats présentés selon les PCGR, en excluant l'incidence d'éléments exceptionnels et des imputations hors caisse liées aux actifs incorporels identifiés des regroupements d'entreprises. Il n'y a pas eu d'éléments exceptionnels au premier et au deuxième trimestres de 2003. Le seul élément exceptionnel exclu pour l'exercice 2002 a été le gain à la vente de l'entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de placement au premier et au troisième trimestres de 2002. La Banque considère que ces éléments exceptionnels sont des opérations ne faisant pas partie de ses activités d'exploitation quotidiennes et n'étant donc pas indicatives des tendances. Les imputations hors caisse de la Banque liées à l'amortissement des actifs incorporels identifiés ont trait à l'acquisition de Canada Trust à l'exercice 2000. L'exclusion des imputations hors caisse liées à l'amortissement des actifs corporels identifiés assure un traitement comparable entre les périodes. Par conséquent, la Banque est d'avis que les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse fournissent au lecteur un aperçu des résultats de la Banque permettant une comparaison significative d'une période à l'autre.

La dépréciation de l'écart d'acquisition constatée par la Banque au deuxième trimestre de 2003 relativement à l'unité internationale de son entreprise de gestion de patrimoine et de son secteur américain de négociation d'options sur actions n'a pas été considérée comme un élément exceptionnel à exclure des résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse. Les coûts de restructuration sont examinés par la Banque au cas par cas afin de déterminer s'ils sont réputés être des éléments exceptionnels. Les coûts de restructuration constatés par la Banque au deuxième trimestre de 2003, relativement à l'unité internationale de son entreprise de gestion du patrimoine et de son secteur américain de négociation d'options sur actions, n'ont pas été considérés comme des éléments exceptionnels étant donné qu'ils ont été engagés dans le cadre de la rationalisation des entreprises existantes et non à l'occasion d'une acquisition que la Banque reconnaîtrait normalement comme un élément exceptionnel.

Comme expliqué, les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse diffèrent des résultats présentés selon les PCGR. L'expression «résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse» n'est pas définie dans les PCGR et, par conséquent, pourrait avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et les résultats comme présentés de la Banque.

### Perte nette

Selon la comptabilité de caisse, la perte d'exploitation nette pour le trimestre s'est élevée à 146 millions de dollars, comparativement à un revenu d'exploitation net selon la comptabilité de caisse de 316 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice

### Rapprochement des résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et des résultats comme présentés

(non vérifié, en millions de dollars)

	<i>Pour les trois mois terminés les</i>		<i>Pour les six mois terminés les</i>	
	<b>30 avril 2003</b>	30 avril 2002	<b>30 avril 2003</b>	30 avril 2002
Revenu d'intérêts net (É.F.)	<b>1 473 \$</b>	1 368 \$	<b>2 917 \$</b>	2 629 \$
Provision pour pertes sur créances	<b>(98)</b>	(400)	<b>(210)</b>	(725)
Autres revenus	<b>996</b>	1 189	<b>2 165</b>	2 819
Frais autres que d'intérêts	<b>(2 365)</b>	(1 687)	<b>(4 110)</b>	(3 478)
<b>Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales</b>	<b>6</b>	470	<b>762</b>	1 245
Provision pour impôts sur les bénéfices (É.F.)	<b>(129)</b>	(136)	<b>(382)</b>	(366)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	<b>(23)</b>	(18)	<b>(46)</b>	(35)
<b>Revenu net (perte nette) d'exploitation – comptabilité de caisse</b>	<b>(146)\$</b>	316 \$	<b>334 \$</b>	844 \$
Dividendes sur actions privilégiées	<b>(22)</b>	(24)	<b>(45)</b>	(47)
<b>Revenu net (perte nette) d'exploitation applicable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse</b>	<b>(168)\$</b>	292 \$	<b>289 \$</b>	797 \$
Gain à la vente de l'entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de placement, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	14
<b>Revenu net (perte nette) applicable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse</b>	<b>(168)</b>	292	<b>289</b>	811
Amortissement hors caisse des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>(127)</b>	(160)	<b>(260)</b>	(324)
<b>Revenu net (perte nette) applicable aux actions ordinaires – comme présenté(e)</b>	<b>(295)\$</b>	132 \$	<b>29 \$</b>	487 \$

(en dollars)

Revenu net (perte nette) d'exploitation de base par action ordinaire – comptabilité de caisse	<b>(0,26)\$</b>	0,46 \$	<b>0,45 \$</b>	1,25 \$
Revenu net (perte nette) d'exploitation dilué(e) par action ordinaire – comptabilité de caisse	<b>(0,26)</b>	0,45	<b>0,44</b>	1,23
Revenu net (perte nette) de base par action ordinaire – comme présenté(e)	<b>(0,46)</b>	0,20	<b>0,04</b>	0,76
Revenu net (perte nette) dilué(e) par action ordinaire – comme présenté(e)	<b>(0,46)</b>	0,20	<b>0,04</b>	0,75

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

précédent. Selon la comptabilité de caisse, la perte d'exploitation par action s'est établie à 0,26 \$, contre un revenu d'exploitation de base par action de 0,46 \$ et un revenu d'exploitation dilué par action de 0,45 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement d'exploitation du total de l'avoir en actions ordinaires selon la comptabilité de caisse s'est établi à (6,0) % pour le trimestre par rapport à 9,7 % il y a un an. Selon la comptabilité de caisse, le rendement d'exploitation du capital investi s'est fixé à (5,0) % pour le trimestre en regard de 8,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La perte nette comme présentée s'est établie à 273 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en regard d'un revenu net comme présenté de 156 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La perte nette comme présentée par action s'est élevée à 0,46 \$ pour le deuxième trimestre, comparativement à un revenu de base et dilué par action comme présenté de 0,20 \$ il y a un an. Le rendement d'exploitation du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté a été de (10,5) % pour le trimestre, en regard de 4,4 % au dernier exercice. Le rendement du capital investi comme présenté s'est arrêté à (8,7) % pour le trimestre, contre 3,8 % il y a un an.

Selon la comptabilité de caisse, le revenu net d'exploitation du semestre terminé le 30 avril 2003 a été de 334 millions de dollars, comparativement à 844 millions de dollars pour le même semestre du dernier exercice. Selon la comptabilité de caisse, le revenu d'exploitation de base par action s'est établi à 0,45 \$, contre un revenu d'exploitation de base par action de 1,25 \$ pour le même semestre de l'exercice précédent, et le revenu d'exploitation dilué par action a été de 0,44 \$ pour le semestre, en regard d'un revenu d'exploitation dilué par action de 1,23 \$ pour le premier semestre de 2002. Le rendement d'exploitation du total de l'avoir en actions ordinaires selon la comptabilité de caisse s'est établi à 5,1 % pour le semestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à 13,1 % pour la même période il y a un an. Selon la comptabilité de caisse, le rendement d'exploitation du capital investi a atteint 4,2 % pour le semestre terminé le 30 avril 2003, contre 11,5 % pour la même période de l'exercice précédent.

Le revenu net comme présenté s'est élevé à 74 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2003, en regard de 534 millions de dollars pour le même semestre de l'exercice précédent. Le revenu de base et dilué par action comme présenté a atteint 0,04 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2003, contre un revenu de base par action comme présenté de 0,76 \$ et un revenu dilué par action comme présenté de 0,75 \$ pour le même semestre du dernier exercice. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté du semestre terminé le 30 avril 2003 a été de 0,5 %, comparativement à 8 % un an auparavant. Le rendement d'exploitation du capital investi a atteint 0,4 % pour le semestre terminé le 30 avril 2003, en regard de 7 % il y a un an.

La perte économique totale de la Banque du deuxième trimestre de 2003 a été de 537 millions de dollars, contre une perte économique de 96 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte économique totale de la Banque pour le semestre terminé le 30 avril 2003 a été de 461 millions de dollars, en regard d'un profit économique total de 17 millions de dollars pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. La Banque recourt au profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le profit (la perte) économique représente le revenu net (la perte nette) d'exploitation de base selon la comptabilité de caisse applicable aux actions ordinaires, compte tenu d'une imputation au titre du capital investi. Le capital investi est égal à l'avoir en actions ordinaires majoré du montant cumulatif d'amortissement pour l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à la date du bilan.

#### Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net est établi en équivalence fiscale (É.F.), ce qui signifie que la valeur du revenu non imposable ou exonéré d'impôts et de taxes comme les dividendes est rajustée à sa valeur avant impôts et taxes. Le revenu d'intérêts net établi en équivalence fiscale (É.F.) a atteint 1 473 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation d'un exercice à l'autre de 105 millions de dollars ou de 8 %. La croissance du revenu d'intérêts net revient en partie aux services bancaires personnels et commerciaux où les volumes de prêts personnels – à l'exclusion des titrisations – se sont accrus de 4 milliards de

dollars par rapport à l'exercice précédent. Le revenu d'intérêts net exclusion faite du rajustement É.F. s'est élevé à 1 417 millions de dollars pour le trimestre, soit une augmentation d'un exercice à l'autre de 109 millions de dollars.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, le revenu d'intérêts net établi en É.F. a été de 2 917 millions de dollars, soit 288 millions de dollars ou 11 % de plus qu'à la même période de l'exercice précédent. L'augmentation du revenu d'intérêts net est principalement attribuable au revenu d'intérêts provenant des activités de négociation des services bancaires de gros. Le revenu d'intérêts net exclusion faite du rajustement É.F. s'est élevé à 2 807 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2003, soit une progression de 299 millions de dollars par rapport à la même période il y a un an.

#### Autres revenus

Selon la comptabilité de caisse et comme présentés, les autres revenus d'exploitation ont totalisé 996 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 193 millions de dollars ou de 16 % par rapport au même trimestre du dernier exercice. Le revenu de négociation présenté dans les autres revenus a diminué de 91 millions de dollars en regard du même trimestre de 2002, alors que le revenu lié aux services bancaires de gros, qui correspond au total du revenu de négociation présenté dans les autres revenus et du revenu d'intérêts net sur les positions de négociation présenté dans le revenu d'intérêts net, s'est établi à 334 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 30 millions de dollars ou de 10 % par rapport à il y a un an. Cette hausse sur l'an dernier est principalement attribuable à l'accroissement des revenus tirés des placements structurés d'actions qui découle de la forte demande de débetures-actions convertibles et à la hausse des revenus de négociation en monnaies étrangères en raison d'une plus grande instabilité. Les revenus tirés des commissions sur crédit aux grandes entreprises ont reculé de 16 millions de dollars ou de 14 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une baisse des montages de crédit. Le portefeuille de valeurs du compte de placement a enregistré des pertes nettes de 23 millions de dollars pour le trimestre, contre des pertes de 12 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les pertes nettes du trimestre sont attribuables à la faiblesse générale du marché des actions. Dans l'ensemble, la valeur du portefeuille de valeurs-actions du compte de placement continue d'afficher un excédent de 243 millions de dollars par rapport à sa valeur comptable, comparativement à un excédent de 228 millions de dollars à la fin de l'exercice 2002. Ont également contribué au recul des autres revenus les dépréciations de 39 millions de dollars au cours du trimestre par suite de pertes de valeur permanentes au sein de certaines coentreprises internationales de gestion de patrimoine. De plus, le repli des autres revenus témoigne de la baisse de 38 millions de dollars ou de 16 %, par rapport au même trimestre de 2002, des revenus tirés des activités de courtage autogéré. Cette diminution reflète une chute de 25 % du nombre moyen d'opérations quotidiennes, qui est passé de 104 000 il y a un an à 78 000. Le revenu tiré de la gestion des fonds communs de placement a diminué de 13 millions de dollars ou de 10 % par rapport à il y a un an, en raison de la faiblesse persistante du marché des actions. La diminution des autres revenus a été quelque peu atténuée par une augmentation d'un exercice à l'autre du revenu tiré des titrisations de prêts de 8 millions de dollars ou de 17 % en raison du volume plus élevé d'actifs titrisés et d'une augmentation des services de cartes de crédit et des honoraires de service de 18 millions de dollars ou de 9 %.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, les autres revenus ont totalisé 2 165 millions de dollars, en baisse de 654 millions de dollars ou de 23 % par rapport à la même période du dernier exercice, exclusion faite du gain exceptionnel réalisé à la vente de l'entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de placement de la Banque au premier trimestre de 2002. Au premier trimestre de 2002, la Banque a vendu cette entreprise et enregistré un gain avant impôts et taxes de 18 millions de dollars. Dans l'analyse de sa performance, la Banque ne tient pas compte de ce gain exceptionnel, puisqu'il s'agit d'un élément non récurrent. Les autres revenus comme présentés se sont établis à 2 165 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2003, soit une diminution de 672 millions de dollars ou de 24 % par rapport au premier trimestre de 2002.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, le revenu de négociation présenté dans les autres revenus a diminué de 440 millions de dollars

ou de 82 % en regard de 2002, alors que le revenu lié aux services bancaires en gros s'est établi à 708 millions de dollars pour le semestre, en baisse de 97 millions de dollars ou de 12 % par rapport au même semestre il y a un an. Ce repli reflète une baisse de l'activité sur les marchés à l'égard de tous les produits touchant les actions et les taux d'intérêt, comparativement à l'exercice précédent. Les commissions de prise ferme ont diminué de 39 millions de dollars ou de 41 %, en regard de la même période il y a un an, surtout en raison du ralentissement des activités de prise ferme au cours des deux premiers trimestres de l'exercice précédent. Le portefeuille de valeurs du compte de placement a affiché des pertes nettes de 18 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 avril 2003, contre des gains de 48 millions de dollars pour le même semestre de 2002, principalement à cause de la faiblesse du marché des actions. Le repli des autres produits pour le semestre terminé le 30 avril 2003 témoigne également de la baisse de 51 millions de dollars ou de 11 %, des revenus tirés des activités de courtage autogéré, d'une diminution de 16 millions de dollars ou de 6 % des revenus tirés de la gestion des fonds communs de placement et des dépréciations de 39 millions de dollars de certaines coentreprises internationales de gestion de patrimoine comme présenté ci-dessus pour le trimestre.

#### Frais autres que d'intérêts

Le total des frais d'exploitation selon la comptabilité de caisse a augmenté de 678 millions de dollars pour le trimestre, en regard d'il y a un an, pour s'établir à 2 365 millions de dollars, surtout à cause des dépréciations de l'écart d'acquisition de 624 millions de dollars relativement à l'unité internationale de l'entreprise de gestion de patrimoine de la Banque et de son secteur américain de négociation d'options sur actions de ses services bancaires en gros. Au cours du trimestre, la Banque a révisé la valeur de l'écart d'acquisition attribué à ces entreprises et elle a déterminé qu'une perte de valeur était survenue. De plus, la Banque a décidé qu'il était nécessaire de restructurer ces activités, de sorte que des coûts de restructuration de 87 millions de dollars ont été constatés au deuxième trimestre de 2003. Par ailleurs, certains frais au titre des services bancaires personnels et commerciaux ont diminué en raison des économies de personnel. Les frais d'exploitation selon la comptabilité de caisse ne tiennent pas compte de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels identifiés. Les frais comme présentés ont augmenté de 620 millions de dollars par rapport à il y a un an, pour s'établir à 2 564 millions de dollars. Pour le deuxième trimestre de 2003, l'incidence de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels identifiés sur les frais comme présentés de la Banque a été de 199 millions de dollars, comparativement à 257 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. À compter de l'exercice 2003, la Banque a adopté la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des options sur actions et a constaté une charge de 3 millions de dollars au premier trimestre.

L'efficacité globale liée à l'exploitation selon la comptabilité de caisse de la Banque a fléchi à 95,8 % au cours du trimestre, contre 66,0 % il y a un an. L'efficacité consolidée de la Banque oscille en fonction de la variation de la composition des affaires ainsi que de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des coûts de restructuration du trimestre. L'efficacité est considérée comme une mesure plus pertinente pour les services bancaires personnels et commerciaux, qui ont affiché un ratio de 57,8 % pour le trimestre, comparativement à 60,0 % il y a un an, compte non tenu des éléments hors caisse et des frais de financement engagés pour l'acquisition de Canada Trust. L'efficacité globale comme présentée de la Banque a fléchi à 106,3 %, contre 77,9 % il y a un an.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, les frais d'exploitation selon la comptabilité de caisse se sont accrus de 632 millions de dollars pour s'établir à 4 110 millions de dollars, comparativement à la même période de l'exercice précédent, surtout en raison de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des frais de restructuration, comme déjà mentionné pour le trimestre. Les frais comme présentés ont augmenté de 512 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 4 521 millions de dollars. Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, l'incidence de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels identifiés sur les frais comme présentés de la Banque a été de 411 millions de dollars, comparativement à 531 millions de dollars pour le même semestre de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le

30 avril 2003, les frais liés à la rémunération à base d'actions comprennent des frais autres que d'intérêts de 5 millions de dollars. L'efficacité globale liée à l'exploitation selon la comptabilité de caisse de la Banque a fléchi à 80,9 % au cours du semestre terminé le 30 avril 2003, contre 63,8 % il y a un an. L'efficacité globale comme présentée de la Banque a reculé à 90,9 % au cours du semestre terminé le 30 avril 2003, contre 75,0 % au cours du même semestre de l'exercice précédent.

#### Impôts et taxes

Selon la comptabilité de caisse, le taux d'imposition réel d'exploitation de la Banque, en équivalence fiscale, s'est ressenti des dépréciations de l'écart d'acquisition et des coentreprises constatées au cours du trimestre. Comme des parties de ces dépréciations ne sont pas touchées par les impôts et taxes aux fins de la présentation de l'information, la provision pour impôts sur les bénéfices en pourcentage du revenu avant impôts et taxes n'est pas considérée comme une mesure significative pour le trimestre.

#### Bilan

Les actifs totalisaient 322 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre, soit 44 milliards de dollars ou 16 % de plus qu'au 31 octobre 2002. Les volumes des titres du compte de valeurs mobilières achetées en vertu des prises en pension et des titres du compte de placement ont représenté respectivement 29 milliards de dollars et 10 milliards de dollars de cette augmentation. Par rapport à la fin de l'exercice, les prêts personnels, y compris les titrisations, ont progressé de 2 milliards de dollars pour s'établir à 45 milliards de dollars. À la fin du deuxième trimestre, les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les titrisations, s'étaient accrus de 2 milliards de dollars pour totaliser 69 milliards de dollars, en regard de la fin de l'exercice. Les actifs titrisés hors bilan générés par la Banque s'établissaient à 16 milliards de dollars, en regard de 15 milliards de dollars au 31 octobre 2002.

Les dépôts de gros ont grimpé de 14 milliards de dollars, et les valeurs mobilières vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat ont augmenté de 16 milliards de dollars comparativement au 31 octobre 2002. À 51 milliards de dollars, les dépôts personnels sans terme sont demeurés stables comparativement au 31 octobre 2002, et les dépôts personnels à terme ont monté de 2 milliards de dollars pour atteindre 52 milliards de dollars.

#### Gestion des risques

##### Risque de crédit et provision pour pertes sur créances

Au cours du trimestre, la Banque a passé en charges 98 millions de dollars au moyen de la provision pour pertes sur créances, comparativement à 400 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent. L'ensemble de la provision pour pertes sur créances au cours du trimestre se rapportait aux services bancaires personnels et commerciaux. En outre, la Banque a viré 170 millions de dollars de la provision globale sectorielle à la provision globale spécifique. Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, la Banque a passé en charges 210 millions de dollars au moyen de la provision pour pertes sur créances, comparativement à 725 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 avril 2003, la Banque a viré 406 millions de dollars de la provision globale sectorielle à la provision globale spécifique. La provision globale totale pour pertes sur créances (provisions globales spécifique, générale et sectorielle) dépassait de 742 millions de dollars les prêts douteux bruts à la fin du trimestre, comparativement à 975 millions de dollars au 31 octobre 2002.

##### Risque de marché

La Banque gère le risque de marché dans ses comptes de négociation en utilisant plusieurs contrôles clés. La politique des risques de marché de la Banque fixe des limites précises pour chaque activité de négociation, y compris la valeur à risque, les scénarios de contraintes, les limites d'ordre stop, et les limites de sensibilité des profits et pertes à divers facteurs du marché. Les contrôles de politique sont accrus par une surveillance active effectuée par le personnel indépendant responsable du risque de marché et par la soumission de fréquents rapports à la direction. La valeur à risque est un seuil de perte statistique qui ne doit pas être dépassé en moyenne plus d'une fois par 100 jours. Elle sert aussi à calculer le capital réglementaire pour le risque de marché. Le tableau de la page suivante présente l'utilisation de la valeur à

risque moyenne et de fin de trimestre pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2003, ainsi que les moyennes de l'exercice 2002. La Banque vérifie sa valeur à risque en la comparant au revenu de négociation net quotidien. Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2003, le revenu de négociation net quotidien a été positif respectivement pour 96,8 % et 97,7 % des jours de négociation. Les pertes n'ont jamais dépassé la valeur à risque statistiquement prévue de la Banque pour le total de nos activités de négociation.

**Risque de liquidité**

La Banque détient un montant suffisant de liquidités pour financer ses obligations qui deviennent exigibles telles qu'elles sont mesurées dans le cadre normal des activités tout comme dans le cadre de différents scénarios de contraintes, avec un scénario de base définissant le montant minimal requis devant être détenu en tout temps. Ce scénario prévoit la couverture de la totalité de nos titres de créances de gros non garantis venant à échéance ainsi que d'autres retraits possibles de dépôts et engagements éventuels pour un minimum de 30 jours. Au 30 avril 2003, notre position d'actifs liquides excédentaires consolidés en vertu du scénario de base à 30 jours s'établissait à 16 milliards de dollars canadiens, comparativement à la position de 6 milliards de dollars au 31 octobre 2002. La Banque s'assure qu'elle a suffisamment de fonds disponibles pour respecter ses obligations en gérant ses flux de trésorerie et en détenant des actifs très liquides en dollars canadiens et américains ainsi que dans d'autres devises qui peuvent être facilement converties en espèces. La Banque gère les liquidités à l'échelle mondiale, assurant une gestion prudente du risque de liquidité dans toutes ses activités. Outre une grande réserve de dépôts stables de détail et commerciaux, la Banque a un programme de financement de gros actif, y compris la titrisation des actifs. Ce financement est très diversifié quant à la provenance, au type, à la monnaie et à l'emplacement géographique.

**Risque de taux d'intérêt**

La Banque gère le risque de taux d'intérêt afin d'obtenir des revenus stables et prévisibles au fil du temps. À cette fin, la Banque a adopté une méthode de «protection intégrale» pour la gestion de la rentabilité de ses positions d'actif et de passif. Les principaux aspects de ces méthodes sont les suivants :

- contrer l'incidence du risque de taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique des services bancaires personnels et commerciaux;
- mesurer la contribution de chaque produit redressée selon le risque compte tenu d'une protection intégrale et de l'incidence des options financières accordées aux clients.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, ainsi que des stratégies de fixation de prix, mais dans une moindre mesure. Au 30 avril 2003, une hausse directe et soutenue de 100 points de base des taux aurait réduit de 29 millions de dollars après impôts et taxes la valeur économique de l'avoir des actionnaires.

**Capital**

Au 30 avril 2003, le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque était de 8,8 %, contre 8,1 % au 31 octobre 2002. L'actif pondéré en fonction des risques avait diminué d'environ 2,6 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, et le capital de catégorie 1 s'était accru de 650 millions de dollars ou de 7 % par rapport au 31 octobre 2002, ce qui a amélioré notre ratio du capital de catégorie 1.

Au cours du deuxième trimestre, la Banque a racheté 150 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie A, série K et 50 millions de dollars US d'actions privilégiées de catégorie A, série L et elle a émis 350 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie A, série M et 200 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie A, série N.

**Utilisation de la valeur à risque**

	<i>Pour les trois mois terminés le</i> 30 avril 2003	<i>Pour les trois mois terminés le</i> 30 avril 2003 Moyenne	<i>Pour les six mois terminés le</i> 30 avril 2003 Moyenne	<i>Pour les douze mois terminés le</i> 31 octobre 2002 Moyenne
(en millions de dollars)				
Risque de taux d'intérêt	(20,7) \$	(18,3) \$	(16,2) \$	(17,5) \$
Risque sur actions	(9,0)	(7,6)	(7,0)	(11,1)
Risque de change	(5,1)	(3,4)	(3,3)	(2,1)
Risque sur marchandises	(0,8)	(0,9)	(0,7)	(0,4)
Effet de diversification	13,3	10,3	9,8	10,4
Valeur globale à risque	(22,3) \$	(19,9) \$	(17,4) \$	(20,7) \$

**Rapport de gestion des entreprises de TD**

L'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de chaque entreprise reflètent les revenus, les charges, les actifs et les passifs tirés des activités de l'entreprise. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque entreprise en fonction du revenu net et du rendement de l'avoir des actionnaires selon la comptabilité de caisse. Les résultats selon la comptabilité de caisse excluent les charges hors caisse liées à l'amortissement des actifs incorporels identifiés provenant des regroupements d'entreprises. Les résultats comprenant des éléments exceptionnels et l'amortissement des actifs incorporels identifiés pour la Banque sont traités à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du Rapport de gestion à la page 3.

**Services bancaires personnels et commerciaux**

Les Services bancaires personnels et commerciaux ont connu des résultats solides une fois de plus ce trimestre, améliorant leurs résultats de 16 % en regard de l'exercice précédent. Le revenu net selon la comptabilité de caisse s'est établi à 306 millions de dollars, soit une augmentation de 42 millions de dollars en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement de l'avoir des actionnaires selon la comptabilité de caisse s'est accru de quatre points de pourcentage par rapport au dernier exercice en raison du raffermissement des résultats.

La croissance des revenus des Services bancaires personnels et commerciaux s'est accentuée au cours du trimestre du fait du niveau élevé des volumes et des revenus d'honoraires, en partie contrebalancés par des marges moins élevées. Le total des revenus s'est hissé de 34 millions de dollars ou de 2 % en regard de l'exercice précédent comparativement à un accroissement de 14 millions de dollars ou de 1 % au premier trimestre. Les prêts personnels ont augmenté de 6,5 milliards de dollars ou de 6 %, surtout grâce à des crédits immobiliers garantis, et les dépôts des particuliers ont progressé de 3,9 milliards de dollars ou de 5 %. Nous continuons d'être satisfaits des résultats des secteurs ciblés de croissance élevée, notamment les dépôts des petites entreprises, les dépôts commerciaux et les assurances. Les dépôts des entreprises ont monté de 2,4 milliards de dollars ou de 11 % et les primes brutes d'assurance souscrites se sont accrues de 74 millions de dollars ou de 27 %. Les prêts commerciaux et les acceptations ont diminué de 1 milliard de dollars ou de 5 % en raison de la baisse des besoins d'emprunt des clients. La marge d'ensemble a régressé en regard de l'exercice précédent, les marges sur les dépôts ayant rétréci dans un contexte de faibles taux d'intérêt. Les revenus ont reculé de 37 millions de dollars en regard du dernier trimestre, principalement en raison de l'incidence d'un nombre moins élevé de jours ouvrables.

La qualité du crédit a continué de s'améliorer pour ce qui est des prêts personnels et est demeurée élevée dans le secteur des prêts commerciaux. La provision pour pertes sur créances a fléchi de 19 millions de dollars ou de 15 % en regard du premier trimestre et de 11 millions de dollars ou de 10 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une amélioration continue de nos processus de crédit de détail depuis l'année dernière. La provision pour pertes sur créances à titre de pourcentage des prêts (annualisé) s'est améliorée, atteignant 0,33 % en regard de 0,38 % au dernier exercice.

Les frais selon la comptabilité de caisse ont reculé de 12 millions de dollars ou de 1 % en regard du dernier exercice. Les synergies réalisées par suite des fusions de succursales et l'amélioration des processus ont contribué à une diminution du nombre moyen global d'employés de 1 450 employés équivalents temps plein en regard de l'exercice précédent. Ces économies de personnel ont été contrebalancées en partie par des augmentations des salaires et des avantages sociaux, des indemnités de départ et des investissements soutenus dans la technologie. L'écart de trois points de pourcentage entre le taux de croissance des revenus et le taux de diminution des frais a donné lieu à l'amélioration de l'efficacité d'exploitation de la comptabilité de caisse, qui est passée de 60,0 % à 57,8 %. Les frais ont baissé de 13 millions de dollars comparativement au dernier trimestre, surtout en raison de l'incidence d'un nombre moins élevé de jours ouvrables.

Notre indice de satisfaction de la clientèle (ISC) des succursales de détail a été de 85,9 % pour le trimestre, une hausse en regard de 85,0 % au premier trimestre et de 82,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'amélioration par rapport au dernier exercice a été réalisée en dépit de réductions importantes du personnel au cours d'une période où 77 succursales ont été fusionnées.

Notre objectif est de continuer d'améliorer le taux de croissance des revenus et l'efficacité d'exploitation et, ce faisant, de maintenir la croissance des produits d'exploitation dans les deux chiffres pendant le reste de l'exercice. La compression des marges demeure un risque pour l'avenir, en raison de la concurrence des prix, qui touche particulièrement les prêts hypothécaires et les comptes d'épargne. Nous nous attendons cependant à ce que notre ISC soutenu amène encore une amélioration des volumes, nos clients actuels nous confiant une part accrue de leurs affaires. Les efforts que nous déployons pour développer les secteurs sous-représentés, particulièrement les petites entreprises, les services bancaires commerciaux et l'assurance, devraient contribuer à l'amélioration des revenus.

#### Services bancaires en gros

Les services bancaires en gros ont enregistré une perte nette selon la comptabilité de caisse de 120 millions de dollars au deuxième trimestre. Ce résultat comprend des charges avant impôts et taxes de 422 millions de dollars (289 millions de dollars après impôts et taxes) liées à des frais de restructuration et des charges pour dépréciation de l'écart d'acquisition à l'égard du secteur américain de négociation d'options sur actions. Le revenu net selon la comptabilité de caisse

était de 163 millions de dollars au dernier trimestre et de 35 millions de dollars pour le trimestre correspondant au dernier exercice. Le rendement de l'avoir des actionnaires selon la comptabilité de caisse était de (12,7 %), en regard de 3,3 % pour le trimestre correspondant du dernier exercice et de 14,5 % au dernier trimestre.

Les revenus des Services bancaires en gros sont principalement tirés des prêts aux grandes entreprises, des activités sur les marchés financiers et des services de placement. Le total des revenus du trimestre s'est établi à 512 millions de dollars, contre des revenus de 635 millions de dollars au trimestre correspondant du dernier exercice. Cette baisse est en grande partie attribuable à une réduction des revenus tirés des prêts en raison de niveaux d'actifs plus faibles. Ce résultat correspond à notre stratégie visant à réduire le capital déployé dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Les revenus tirés des activités sur les marchés financiers, qui englobent les services de consultation, de prise ferme, de négociation et d'exécution ont augmenté légèrement en regard du dernier exercice. Le rendement solide des groupes de placement d'actions structuré, de change et de négociation de produits énergétiques a été contrebalancé par une baisse des volumes d'opérations de négociation et la faiblesse persistante des services de consultation et de prise ferme. Les revenus de placement ont décliné d'environ 50 millions de dollars en regard de l'exercice précédent en raison de réalisations moins élevées.

Les Services bancaires en gros n'ont constitué aucune provision pour pertes sur créances au cours du trimestre, comparativement à des provisions de 300 millions de dollars pour l'exercice précédent. Tous les prêts du portefeuille de prêts importants sont productifs.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 724 millions de dollars en regard de 304 millions de dollars au dernier exercice. Cet écart est surtout attribuable à des charges de restructuration touchant le secteur américain de négociation d'options sur actions. Les charges comprennent une dépréciation de l'écart d'acquisition de 350 millions de dollars et des charges de restructuration de 66 millions de dollars. Les charges de restructuration comprennent des coûts liés principalement à des cessations d'emploi, à des résiliations de baux et à la radiation d'immobilisations. Nous avons mis fin à nos activités de négociation d'options sur actions sur la Pacific Exchange à San Francisco et la PHLX Exchange à Philadelphie, mais maintiendrons une solide présence sur la Chicago Board Options Exchange. Nous sommes d'avis que la restructuration fournira une base solide pour assurer la rentabilité de ces services.

Nous continuons de réaliser des progrès dans la gestion du portefeuille des prêts secondaires. Les retraits nets ont fait diminuer le portefeuille des prêts secondaires de 11,2 milliards de dollars au 31 octobre 2002 à 7,2 milliards de dollars au 30 avril 2003. La provision pour pertes sur créances n'a pas été majorée au cours du trimestre, mais nous avons utilisé comme prévu une tranche des provisions sectorielles constituées en 2002. Des provisions spécifiques de 170 millions de dollars ont été constituées, étant transférées des provisions sectorielles.

Dans l'ensemble, les Services bancaires en gros ont connu un rendement solide au deuxième trimestre. En dépit de conditions d'exploitation difficiles, les résultats de nos activités principales nous rapprochent de notre objectif de générer un revenu net annuel de 500 à 550 millions de dollars. Les activités bancaires secondaires ont en outre réalisé des progrès intéressants vers leur cible de réduction des risques pour maximiser le rendement revenant aux actionnaires de la Banque.

Dès le début du troisième trimestre, notre approche sera prudente quant à l'environnement d'exploitation, l'incertitude économique se maintenant et les activités des grandes entreprises demeurant, malgré des signes d'amélioration, sous le niveau normal. Nous garderons le cap sur nos objectifs de solidifier l'entreprise canadienne de services de placement pleins services, de bâtir une franchise mondiale en marchés financiers, de contrôler prudemment les coûts, de réduire les risques liés au portefeuille des prêts secondaires et d'améliorer notre infrastructure de gestion des risques.

#### Gestion de patrimoine

La perte nette selon la comptabilité de caisse du deuxième trimestre des services de gestion de patrimoine a été de 299 millions de dollars. Les résultats trimestriels comprennent 334 millions de dollars se

rapporant à des dépréciations avant impôts et taxes et à des frais de restructuration au sein de TD Waterhouse International (328 millions de dollars après impôts et taxes). Le revenu net selon la comptabilité de caisse en Amérique du Nord s'est établi à 46 millions de dollars, un recul de 6 millions de dollars ou de 12 % en regard du premier trimestre et de 1 million de dollars ou de 2 % en regard de la période correspondante du dernier exercice. Les résultats en Amérique du Nord ont subi les effets d'un trimestre plus court et d'une baisse généralisée des volumes de négociation. Le rendement de l'avoir des actionnaires selon la comptabilité de caisse s'est établi à (258,6) %, contre 20,7 % au trimestre correspondant du dernier exercice et 31,1 % au dernier trimestre.

Le total des revenus a diminué de 109 millions de dollars ou de 20 % par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 448 millions de dollars, et a reculé de 95 millions de dollars ou de 17 % en regard du dernier trimestre. La baisse des revenus est principalement attribuable à une baisse des opérations de négociation par jour de

25 % sur l'exercice précédent, vu le contexte encore difficile des marchés financiers. La baisse des revenus tient compte de dépréciations de 39 millions de dollars liées aux coentreprises de TD Waterhouse International.

Les frais selon la comptabilité de caisse se sont établis à 726 millions de dollars au deuxième trimestre de 2003, dont 295 millions de dollars découlent des coûts de restructuration et charges pour dépréciation de l'écart d'acquisition relatifs à TD Waterhouse International. Les charges liées aux activités en Amérique du Nord ont reculé de 61 millions de dollars sur l'exercice précédent en raison des chutes considérables du coût de base des activités, reflet des volumes de négociation moins élevés et d'une infrastructure mieux intégrée au Canada.

Comparativement aux résultats de fin d'exercice, les actifs administrés ont diminué de 2 milliards de dollars pour glisser à 110 milliards de dollars à cause des difficultés des marchés financiers et de la variation

## Résultats par secteur d'activité

	Services bancaires personnels et commerciaux	
	30 avril 2003	30 avril 2002
<i>Pour les trois mois terminés les</i>		
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	999 \$	973 \$
Autres revenus	429	421
Total des revenus	1 428	1 394
Provision pour pertes sur créances	104	115
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels	852	864
Revenu (perte) avant provision pour (économies d') impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle	472	415
Provision pour (économies d') impôts sur les bénéficiaires (É.F.)	166	151
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	-	-
<b>Revenu net (perte nette) – comptabilité de caisse<sup>1</sup></b>	<b>306 \$</b>	<b>264 \$</b>
Amortissement hors caisse des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéficiaires		
<b>Revenu net (perte nette) – comme présenté(e)</b>		
Total de l'actif ( <i>en milliards de dollars</i> ) – bilan	112,6 \$	109,7 \$
– titrisé	22,1	22,3
Rendement de l'avoir selon la comptabilité de caisse <sup>1,2</sup>	30 %	26 %
Rendement de l'avoir comme présenté		

	Services bancaires personnels et commerciaux	
	30 avril 2003	30 avril 2002
<i>Pour les six mois terminés les</i>		
Revenu d'intérêts net (en équivalence fiscale)	2 031 \$	2 006 \$
Autres revenus	862	839
Total des revenus	2 893	2 845
Provision pour pertes sur créances	227	253
Frais autres que d'intérêts, compte non tenu de l'amortissement hors caisse des actifs incorporels	1 717	1 736
Revenu (perte) avant provision pour (économies d') impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle	949	856
Provision pour (économies d') impôts sur les bénéficiaires (É.F.)	334	311
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	-	-
<b>Revenu net (perte nette) – comptabilité de caisse<sup>1</sup></b>	<b>615 \$</b>	<b>545 \$</b>
Amortissement hors caisse des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéficiaires		
<b>Revenu net – comme présenté</b>		
Rendement de l'avoir selon la comptabilité de caisse <sup>1,2</sup>	29 %	27 %
Rendement de l'avoir comme présenté		

<sup>1</sup> Les mesures d'exploitation selon la comptabilité de caisse sont expliquées à la section Présentation de l'information financière de la Banque, incluse dans le rapport de gestion, à la page 3.

<sup>2</sup> Le capital pour l'écart d'acquisition et les actifs incorporels n'est pas compris dans le rendement de l'avoir de chaque secteur d'activité, mais il est inclus dans celui de la Banque. Les résultats par secteur ne tiennent pas compte non plus des frais de financement engagés pour l'acquisition de Canada Trust.

des taux de change. Les actifs administrés ont totalisé 240 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre, soit une hausse de 6 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2002.

Après la fin du trimestre, nous avons constaté une augmentation des volumes de négociation de nos entreprises de courtage à escompte en Amérique du Nord ainsi qu'une performance favorable des activités assorties de commissions. Bien que cette reprise à court terme des opérations de négociation signale un regain de confiance des investisseurs, la faiblesse de l'économie aux États-Unis inquiète encore. L'économie canadienne a de nouveau surclassé l'économie américaine, les excédents de la balance commerciale et les excédents budgétaires ayant collaboré au renforcement du dollar. Les marchés financiers, bien que toujours instables, semblent en voie de se rétablir au cours du deuxième semestre de 2003. Nous poursuivons nos initiatives de gestion des coûts et, à mesure que les marchés s'activent, nous nous positionnons de manière à fournir rapidement des rendements avantageux à nos actionnaires.

**Siège social**

Le secteur Siège social comprend la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, certains gains à la cession d'entreprises, les placements immobiliers, l'incidence des titrisations, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, certains rajustements en équivalence fiscale et des économies fiscales au niveau de l'entreprise, et les revenus et frais résiduels non répartis.

Au cours du trimestre, le secteur Siège social a essuyé une perte nette d'exploitation selon la comptabilité de caisse de 33 millions de dollars. Ce résultat tient compte d'une charge après impôts et taxes de 23 millions de dollars au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Parmi les autres facteurs ayant contribué à ce résultat figurent une perte nette liée aux écarts entre les prix de transfert, les activités de trésorerie nettes et les revenus, frais et impôts et taxes nets non répartis.

(non vérifié, en millions de dollars)

Services bancaires en gros		Gestion de patrimoine		Siège social		Total	
30 avril 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
313 \$	385 \$	95 \$	106 \$	66 \$	(96)\$	1 473 \$	1 368 \$
199	250	353	451	15	67	996	1 189
512	635	448	557	81	(29)	2 469	2 557
-	300	-	-	(6)	(15)	98	400
724	304	726	499	63	20	2 365	1 687
(212)	31	(278)	58	24	(34)	6	470
(92)	(4)	21	27	34	(38)	129	136
-	-	-	-	23	18	23	18
(120)\$	35 \$	(299)\$	31 \$	(33)\$	(14)\$	(146)\$	316 \$
						127	160
						(273)\$	156 \$
173,4 \$	161,0 \$	20,0 \$	20,5 \$	15,6 \$	9,5 \$	321,6 \$	300,7 \$
0,2	0,2	-	-	(6,4)	(7,1)	15,9	15,4
(13)%	3 %	(259)%	21 %			(6)%	10 %
						(11)%	4 %

Services bancaires en gros		Gestion de patrimoine		Siège social		Total	
30 avril 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002	30 avril 2003	30 avril 2002
717 \$	628 \$	201 \$	213 \$	(32)\$	(218)\$	2 917 \$	2 629 \$
406	941	790	919	107	138	2 165	2 837
1 123	1 569	991	1 132	75	(80)	5 082	5 466
-	517	-	-	(17)	(45)	210	725
1 081	711	1 200	979	112	52	4 110	3 478
42	341	(209)	153	(20)	(87)	762	1 263
(1)	100	52	67	(3)	(108)	382	370
-	-	-	-	46	35	46	35
43 \$	241 \$	(261)\$	86 \$	(63)\$	(14)\$	334 \$	858 \$
						260	324
						74 \$	534 \$
1 %	12 %	(111)%	28 %			5 %	13 %
						1 %	8 %

## États consolidés intermédiaires des résultats

(non vérifié, en millions de dollars)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Six mois terminés les</i>	
	<b>30 avril 2003</b>	30 avril 2002	<b>30 avril 2003</b>	30 avril 2002
<b>Revenu d'intérêts</b>				
Prêts	<b>1 897 \$</b>	1 651 \$	<b>3 831 \$</b>	3 792 \$
Valeurs mobilières	<b>913</b>	1 064	<b>1 762</b>	1 905
Dépôts à des banques	<b>53</b>	64	<b>131</b>	120
	<b>2 863</b>	2 779	<b>5 724</b>	5 817
<b>Frais d'intérêts</b>				
Dépôts	<b>1 060</b>	1 126	<b>2 217</b>	2 448
Effets et débiteurs subordonnés	<b>63</b>	44	<b>126</b>	97
Autres obligations	<b>323</b>	301	<b>574</b>	764
	<b>1 446</b>	1 471	<b>2 917</b>	3 309
<b>Revenu d'intérêts net</b>	<b>1 417</b>	1 308	<b>2 807</b>	2 508
<b>Provision pour pertes sur créances</b>	<b>98</b>	400	<b>210</b>	725
<b>Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances</b>	<b>1 319</b>	908	<b>2 597</b>	1 783
<b>Autres revenus</b>				
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	<b>479</b>	534	<b>982</b>	1 103
Commissions sur crédit	<b>100</b>	116	<b>218</b>	237
Gains nets (pertes nettes) sur valeurs du compte de placement	<b>(23)</b>	(12)	<b>(18)</b>	48
Revenu de négociation	<b>15</b>	106	<b>98</b>	538
Frais de service	<b>153</b>	143	<b>308</b>	288
Titrisations de prêts	<b>54</b>	46	<b>99</b>	102
Revenu sur cartes	<b>65</b>	57	<b>131</b>	119
Assurances	<b>97</b>	96	<b>189</b>	180
Honoraires de fiducie	<b>19</b>	22	<b>36</b>	40
Gain à la vente de l'entreprise de tenue de comptes de fonds communs de placement	–	–	–	18
Divers	<b>37</b>	81	<b>122</b>	164
	<b>996</b>	1 189	<b>2 165</b>	2 837
<b>Revenu d'intérêts net et autres revenus</b>	<b>2 315</b>	2 097	<b>4 762</b>	4 620
<b>Frais autres que d'intérêts</b>				
Salaires et avantages sociaux	<b>893</b>	882	<b>1 858</b>	1 896
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	<b>153</b>	151	<b>305</b>	297
Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	<b>156</b>	157	<b>323</b>	318
Amortissement des actifs incorporels	<b>199</b>	257	<b>411</b>	531
Coûts de restructuration (note 6)	<b>87</b>	–	<b>87</b>	–
Dépréciation de l'écart d'acquisition (note 7)	<b>624</b>	–	<b>624</b>	–
Divers	<b>452</b>	497	<b>913</b>	967
	<b>2 564</b>	1 944	<b>4 521</b>	4 009
<b>Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices</b>	<b>(249)</b>	153	<b>241</b>	611
<b>Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices</b>	<b>1</b>	(21)	<b>121</b>	42
<b>Revenu net (perte nette) avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	<b>(250)</b>	174	<b>120</b>	569
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales</b>	<b>23</b>	18	<b>46</b>	35
<b>Revenu net (perte nette)</b>	<b>(273)</b>	156	<b>74</b>	534
<b>Dividendes sur actions privilégiées</b>	<b>22</b>	24	<b>45</b>	47
<b>Revenu net (perte nette) applicable aux actions ordinaires</b>	<b>(295)\$</b>	132 \$	<b>29 \$</b>	487 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation ( <i>en millions</i> )				
De base	<b>648,5</b>	639,8	<b>647,0</b>	639,7
Dilué	<b>652,2</b>	647,1	<b>651,0</b>	647,0
Revenu (perte) par action ordinaire (note 9)				
De base	<b>(0,46)\$</b>	0,20 \$	<b>0,04 \$</b>	0,76 \$
Dilué(e)	<b>(0,46)</b>	0,20	<b>0,04</b>	0,75
Dividendes par action ordinaire	<b>0,28</b>	0,28	<b>0,56</b>	0,56

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

## Bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié, en millions de dollars)

	<i>Aux</i>	
	30 avril 2003	31 octobre 2002
<b>Actif</b>		
<b>Liquidités</b>		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 358 \$	1 902 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 588	4 636
	<b>6 946</b>	6 538
<b>Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension</b>		
	<b>42 397</b>	13 060
<b>Valeurs mobilières</b>		
Compte de placement	30 788	28 802
Compte de négociation	63 516	53 395
	<b>94 304</b>	82 197
<b>Prêts (déduction faite de la provision globale pour pertes sur créances)</b>		
Prêts hypothécaires résidentiels	53 311	52 784
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	39 152	36 332
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	29 908	33 511
	<b>122 371</b>	122 627
<b>Divers</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 918	7 719
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	28 898	25 739
Actifs incorporels	2 972	3 383
Écart d'acquisition (note 7)	2 360	3 134
Terrains, constructions, matériel et mobilier	1 479	1 634
Autres actifs	13 007	12 009
	<b>55 634</b>	53 618
<b>Total de l'actif</b>	<b>321 652 \$</b>	278 040 \$
<b>Passif</b>		
<b>Dépôts</b>		
Particuliers	103 180 \$	100 942 \$
Banques	25 892	16 800
Entreprises et gouvernements	82 761	71 448
	<b>211 833</b>	189 190
<b>Divers</b>		
Acceptations	6 918	7 719
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	19 325	17 058
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	22 113	8 655
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	29 296	25 954
Autres passifs	13 776	10 830
	<b>91 428</b>	70 216
<b>Effets et débiteures subordonnés</b>	<b>4 261</b>	4 343
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	<b>1 250</b>	1 250
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital social		
Actions privilégiées	1 786	1 485
Actions ordinaires	3 000	2 846
Surplus d'apport	5	-
Bénéfices non répartis	8 089	8 710
	<b>12 880</b>	13 041
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>321 652 \$</b>	278 040 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

## États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non vérifié, en millions de dollars)

	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Six mois terminés les</i>	
	<b>30 avril 2003</b>	30 avril 2002	<b>30 avril 2003</b>	30 avril 2002
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Revenu net (perte nette)	(273)\$	156 \$	74 \$	534 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets				
Provision pour pertes sur créances	98	400	210	725
Coûts de restructuration	93	–	93	–
Amortissement	74	76	148	147
Amortissement des actifs incorporels	199	257	411	531
Dépréciation de l'écart d'acquisition	624	–	624	–
Gain à la vente de l'entreprise de tenue de comptes de fonds communs de placement	–	–	–	(18)
Charge au titre des options sur actions	3	–	5	–
Gains nets (pertes nettes) sur valeurs du compte de placement	23	12	18	(48)
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Impôts sur les bénéfices futurs	(32)	(125)	(153)	(254)
Impôts sur les bénéfices exigibles de l'exercice	176	(5)	414	(116)
Intérêts à recevoir et à payer	(172)	(169)	122	107
Valeurs du compte de négociation	1 324	1 748	(10 121)	(4 366)
Gains non réalisés et montants à recevoir sur les contrats de dérivés	1 433	2 964	(3 159)	4 436
Pertes non matérialisées et montants à payer sur les contrats de dérivés	(4 094)	(2 030)	3 342	(4 220)
Divers	3 236	1 832	1 311	637
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>2 712</b>	<b>5 116</b>	<b>(6 661)</b>	<b>(1 905)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Dépôts	5 595	(3 162)	22 643	9 162
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	7 650	(2 728)	13 458	7 062
Valeurs mobilières vendues à découvert	(938)	(1 575)	2 267	2 583
Dette des filiales	–	–	2	2
Émission d'effets et de débentures subordonnés	(57)	(338)	(84)	(817)
Remboursement d'effets et de débentures subordonnés	–	–	–	393
Actions ordinaires émises pour une contrepartie au comptant, déduction faite des frais	13	5	21	9
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options	70	59	133	59
Actions ordinaires émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	–	(15)	–	(23)
Options sur actions ordinaires réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	550	–	550	–
Émission d'actions privilégiées	(226)	–	(226)	–
Rachat d'actions privilégiées	–	–	–	–
Dividendes versés sur – actions privilégiées	(22)	(24)	(45)	(47)
– actions ordinaires	(181)	(179)	(362)	(358)
Divers	–	–	–	(2)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>12 454</b>	<b>(7 957)</b>	<b>38 357</b>	<b>18 023</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Dépôts productifs d'intérêts	1 856	(160)	(952)	(1 103)
Variation des valeurs du compte de placement				
Achats	(9 158)	(3 496)	(16 425)	(6 026)
Produit tiré des échéances	1 299	1 145	3 217	3 335
Produit tiré des ventes	6 613	3 164	11 204	4 511
Prêts	(1 326)	(482)	(2 588)	(4 932)
Produit des titrisations de prêts	1 305	1 174	2 634	1 258
Terrains, constructions, matériel et mobilier	(20)	(1)	7	42
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	(15 950)	2 362	(29 337)	(12 127)
Acquisitions et cessions, moins les espèces et quasi-espèces	–	(414)	–	(1 125)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(15 381)</b>	<b>3 292</b>	<b>(32 240)</b>	<b>(16 167)</b>
Variations nettes des espèces et quasi-espèces	(215)	451	(544)	(49)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 573	1 461	1 902	1 961
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période représentées par l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>1 358 \$</b>	<b>1 912 \$</b>	<b>1 358 \$</b>	<b>1 912 \$</b>
<b>Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>				
Montant des intérêts payés au cours de la période	1 394 \$	1 575 \$	2 940 \$	3 624 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	162	301	128	474

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

## États consolidés intermédiaires des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

(non vérifié, en millions de dollars)

	<i>Six mois terminés les</i>	
	<b>30 avril 2003</b>	30 avril 2002
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde au début de la période	<b>1 485 \$</b>	1 492 \$
Gain ou perte de change sur les actions émises en une monnaie étrangère	<b>(23)</b>	(5)
Produit d'émissions d'actions	<b>550</b>	–
Rachats d'actions	<b>(226)</b>	–
Solde à la fin de la période	<b>1 786</b>	1 487
<b>Actions ordinaires</b>		
Solde au début de la période	<b>2 846</b>	2 259
Produit des actions émises pour une contrepartie au comptant	–	400
Produit des actions émises à l'exercice d'options	<b>21</b>	9
Produit des actions émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	<b>133</b>	59
Solde à la fin de la période	<b>3 000</b>	2 727
<b>Surplus d'apport</b>		
Solde au début de la période	–	–
Charge au titre des options sur actions ( <b>note 1</b> )	<b>5</b>	–
Solde à la fin de la période	<b>5</b>	–
<b>Bénéfices non répartis</b>		
Solde au début de la période	<b>8 710</b>	9 653
Revenu net (perte nette)	<b>74</b>	534
Dividendes sur actions privilégiées	<b>(45)</b>	(47)
Dividendes sur actions ordinaires	<b>(362)</b>	(358)
Gain ou perte de change, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>(282)</b>	(51)
Options sur actions réglées au comptant, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	(23)
Divers	<b>(6)</b>	(7)
Solde à la fin de la période	<b>8 089</b>	9 701
<b>Total de l'avoir en actions ordinaires</b>	<b>11 094</b>	12 428
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>12 880 \$</b>	<b>13 915 \$</b>

### Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

*Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et sont présentés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2002, à l'exception des éléments décrits à la note 1.*

#### **NOTE 1 : MODIFICATIONS DE CONVENTION COMPTABLE**

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2002, la Banque a adopté une nouvelle norme comptable sur les rémunérations à base d'actions. En vertu de cette norme, la Banque a choisi d'appliquer la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des options sur actions. Pour le deuxième trimestre de 2003, la Banque a constaté dans l'état consolidé intermédiaire des résultats une charge de rémunération de 3 millions de dollars pour les options attribuées et de 5 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2003. Aucune charge de rémunération n'a été comptabilisée pour les options en cours attribuées avant l'adoption de la nouvelle norme comptable. La juste valeur des options attribuées a été estimée à

la date d'attribution selon le modèle d'évaluation Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes : i) un taux d'intérêt sans risque de 4,29 %; ii) une durée prévue de 5,5 ans des options; iii) un taux de volatilité prévu de 32,3 % et iv) un taux de dividende prévu de 3,04 %. La juste valeur moyenne pondérée des 4 065 116 options attribuées au cours du semestre terminé le 30 avril 2003 était de 8,94 \$ l'option.

Au 1<sup>er</sup> février 2003, la Banque a adopté prospectivement la nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité relative aux informations à fournir sur les garanties. La note d'orientation précise les informations que le garant doit fournir dans les états financiers sur ses obligations quant à certaines garanties.

Le 1<sup>er</sup> avril 2003, la Banque a adopté deux nouveaux abrégés du Comité canadien sur les problèmes nouveaux qui portent sur la comptabilisation des indemnités de départ et des prestations de cessation d'emploi et sur la comptabilisation des coûts rattachés aux opérations de retrait et de sortie (y compris les coûts engagés dans le cadre d'une restructuration). Selon les nouveaux abrégés, les coûts liés aux indemnités de départ ou de cessation d'emploi et les coûts liés à des opérations de retrait ou de sortie doivent généralement être constatés dès qu'ils sont engagés plutôt qu'à la date d'engagement d'un plan de retrait ou de sortie.

**NOTE 2 : PROVISION GLOBALE POUR PERTES SUR CRÉANCES**

La provision globale pour pertes sur créances de la Banque aux 30 avril 2003 et 2002 est présentée dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars)				30 avril 2003				30 avril 2002
	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Provision globale sectorielle	Total	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Provision globale sectorielle	Total
Solde au début de l'exercice	1 074 \$	1 141 \$	1 285 \$	3 500 \$	179 \$	1 141 \$	– \$	1 320 \$
Provision pour pertes sur créances imputée à l'état consolidé intermédiaire des résultats	210	–	–	210	725	–	–	725
Transfert de la provision globale sectorielle à la provision globale spécifique	406	–	(406)	–	–	–	–	–
Radiations <sup>1</sup>	(367)	–	–	(367)	(366)	–	–	(366)
Recouvrements	58	–	–	58	57	–	–	57
Divers, y compris les variations du taux de change	(71)	–	(66)	(137)	1	(3)	–	(2)
<b>Provision globale pour pertes sur créances à la fin de la période</b>	<b>1 310 \$</b>	<b>1 141 \$</b>	<b>813 \$</b>	<b>3 264 \$</b>	<b>596 \$</b>	<b>1 138 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>1 734 \$</b>

<sup>1</sup> Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2003, des radiations de 24 millions de dollars se rapportent aux prêts restructurés. Aucun prêt restructuré n'a été radié au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2002.

**NOTE 3 : TITRISATIONS DE PRÊTS**

Au cours du trimestre, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement par la création de titres adossés à des créances immobilières et a touché un produit au comptant de 1 361 millions de dollars. Aucune perte sur créances n'est prévue car les hypothèques sont garanties par le gouvernement. L'incidence de cette opération sur le revenu net de la Banque du trimestre est négligeable. En outre, au cours du trimestre, la Banque disposait de créances titrisées sur prêts et cartes de crédit de 56 millions de dollars qui sont venues à échéance. Par conséquent, le produit net des titrisations de prêts pour le deuxième trimestre s'est élevé à 1 305 millions de dollars.

**NOTE 4 : CAPITAL SOCIAL**

(en milliers d'actions)	30 avril 2003	31 octobre 2002
<b>Actions privilégiées émises par la Banque :</b>		
Catégorie A – série G	7 000	7 000
Catégorie A – série H	9 000	9 000
Catégorie A – série I	16	16
Catégorie A – série J	16 384	16 384
Catégorie A – série K	–	6 000
Catégorie A – série L	–	2 000
Catégorie A – série M	14 000	–
Catégorie A – série N	8 000	–
<b>Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD :</b>		
Série A	350	350
Actions ordinaires – en circulation	651 075	645 399
Options sur actions ordinaires – en circulation	25 958	23 859

Le 3 février 2003, la Banque a racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série K, en circulation, à 25 \$ l'action et la totalité des actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série L, en circulation, à 25 \$ US l'action. En outre, le 3 février 2003, la Banque a émis 14 millions d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série M («actions de série M») pour une contrepartie en espèces de 350 millions de dollars ou 25 \$ l'action. Le dividende trimestriel en espèces payable par action de série M, s'il est déclaré, sera de 0,29375 \$.

Le 28 février 2003, la Banque a annoncé qu'elle exercera le 1<sup>er</sup> mai 2003 son droit de racheter la totalité de ses actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série G, en circulation au prix de 25 \$ US l'action.

Le 30 avril 2003, la Banque a émis 8 millions d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série N («actions de série N») pour une contrepartie en espèces de 200 millions de dollars ou 25 \$ l'action. Le dividende trimestriel en espèces payable par action de série N, s'il est déclaré, sera de 0,2875 \$.

**NOTE 5 : INFORMATIONS SECTORIELLES**

La Banque mène ses activités par l'entremise des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de ces secteurs pour les trois et six mois terminés les 30 avril 2003 et 2002 sont présentés dans les tableaux des pages 8 et 9.

**NOTE 6 : COÛTS DE RESTRUCTURATION**

Au cours du trimestre, la Banque a annoncé une restructuration de l'unité internationale de son entreprise de gestion de patrimoine. La réduction du volume des activités de courtage à escompte à l'échelle mondiale a entraîné une capacité excédentaire, qui a influé sur la capacité de la Banque de gérer de façon rentable un modèle de courtage mondial. Les plans de restructuration de cette unité englobent la rationalisation des activités d'exploitation au R.-U. et des pourparlers avec des partenaires en coentreprise afin de s'entendre sur les plans appropriés pour gérer l'entreprise, compte tenu des volumes de négociation actuels.

La Banque constatera des coûts de restructuration avant impôts et taxes totalisant 28 millions de dollars, dont 21 millions de dollars sont constatés ce deuxième trimestre de l'exercice 2003. La Banque prévoit que la restructuration sera achevée en grande partie d'ici la fin de l'exercice 2003. Sur les 28 millions de dollars de coûts de restructuration avant impôts et taxes, 1 million de dollars ont trait aux indemnités de départ et prestations d'aide versées aux employés; 7 millions de dollars sont liés à la résiliation de baux et autres dépenses d'occupation de locaux, et les 20 millions de dollars restants des coûts de restructuration se rapportent à des radiations des coûts liés au développement de logiciels et de systèmes.

Au cours du trimestre, la Banque a aussi annoncé la restructuration du secteur américain de négociation d'options sur actions de ses services bancaires en gros. La baisse spectaculaire des marges et des volumes a été très néfaste pour ce secteur. Par conséquent, la Banque a conclu devoir procéder à un changement majeur de stratégie et se centrer uniquement sur l'équipe en négociation d'options sur actions centralisée

à Chicago. La Banque donc constaté un total de 72 millions de dollars de coûts de restructuration avant impôts et taxes au deuxième trimestre de l'exercice 2003. Sur les 72 millions de dollars de coûts de restructuration avant impôts et taxes, 31 millions de dollars ont trait aux indemnités de départ et prestations d'aide versées aux employés; 10 millions de dollars sont liés à la résiliation de baux et autres dépenses d'occupation de locaux, et les 31 millions de dollars restants des coûts de restructuration se rapportent à des dépenses diverses et à des réserves de revenus découlant directement de la restructuration. La Banque estime que la restructuration sera achevée en grande partie avant la fin de l'exercice 2004. Cependant, si le plan de restructuration ne répond pas aux attentes d'ici les neuf prochains mois, la Banque prendra de nouvelles mesures qui pourraient comprendre jusqu'à 50 millions de dollars de coûts de restructuration additionnels.

Au 30 avril 2003, le total du solde inutilisé des coûts de restructuration de 74 millions de dollars présenté dans le tableau ci-dessous a été inclus dans les autres passifs, au bilan consolidé.

(en millions de dollars)	Ressources humaines	Biens immobiliers	Technologie	Autres	Total
Solde au début de la période	3 \$	23 \$	1 \$	– \$	27 \$
Coûts de restructuration engagés au cours de la période					
Services bancaires en gros	31	10	4	27	72
Gestion de patrimoine	–	5	16	–	21
Montant utilisé au cours de la période					
Services bancaires personnels et commerciaux	–	5	–	–	5
Services bancaires en gros	20	–	1	7	28
Gestion de patrimoine	–	4	9	–	13
Solde à la fin de la période	14 \$	29 \$	11 \$	20 \$	74 \$

**NOTE 7 : DÉPRÉCIATION DE L'ÉCART D'ACQUISITION**

Au cours du trimestre, la Banque a révisé la valeur de l'écart d'acquisition attribué à l'unité internationale de son entreprise de gestion de patrimoine et elle a déterminé qu'une perte de valeur était survenue dans cette entreprise étant donné que la réduction du volume des activités de courtage à escompte à l'échelle mondiale a influé sur la capacité de la Banque de gérer de façon rentable une entreprise de courtage mondiale. Par conséquent, une perte de 274 millions de dollars pour dépréciation de l'écart d'acquisition a été imputée aux résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2003.

En outre, au cours du trimestre, la Banque a revu la valeur de l'écart d'acquisition attribué à son secteur américain de négociation d'options sur actions de ses services bancaires en gros et elle a déterminé qu'une perte de valeur était survenue dans ce secteur étant donné la baisse spectaculaire des marges et des volumes. La Banque a déterminé que les avantages attendus de l'acquisition du secteur américain de négociation d'options sur actions au cours de l'exercice 2002 ne s'étaient pas matérialisés. Par conséquent, une charge de 350 millions de dollars pour dépréciation de l'écart d'acquisition avant impôts et taxes a été imputée aux résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2003, et des actifs d'impôts futurs connexes de 117 millions de dollars ont été constatés pour une charge après impôts et taxes de 233 millions de dollars.

**NOTE 8 : GARANTIES**

Une garantie s'entend d'un contrat qui peut obliger éventuellement la Banque à faire des paiements à une partie i) en raison de changements dans un sous-jacent, représentant un taux d'intérêt, un taux de change, le prix d'une valeur mobilière ou d'une marchandise, un indice de prix ou une autre variable, qui est lié à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie; ii) en raison de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une autre partie; ou iii) en raison du manquement d'une autre partie à son obligation de rembourser sa dette à l'échéance.

Les garanties importantes que la Banque a fournies à d'autres parties comprennent les suivantes :

**Garanties financières à première demande et garanties de bonne fin à première demande**

Les garanties financières à première demande et les garanties de bonne fin à première demande représentent des engagements irrévocables de la Banque d'effectuer des paiements dans le cas où un client manquerait à ses obligations envers d'autres parties et elles comportent les mêmes risques de crédit, recours et exigences quant aux sûretés que les prêts consentis aux clients.

**Actifs vendus avec recours**

Relativement à la vente de certains actifs, la Banque fait habituellement des recommandations sur les actifs sous-jacents à l'égard desquels elle peut avoir une obligation de racheter les actifs ou d'indemniser l'acheteur de toute perte.

**Améliorations des termes de crédit**

La Banque garantit des paiements à des contreparties dans le cas où les améliorations des termes de crédit de tiers à l'appui d'une catégorie d'actifs seraient insuffisantes.

**Options de vente position vendeur**

Les options de vente position vendeur sont des contrats en vertu desquels la Banque concède à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation, de vendre, à une date déterminée ou avant, une part précise d'un instrument financier à un prix convenu au moment où l'option est conclue et qui peut être réglé en nature ou en espèces.

Les options de vente position vendeur peuvent être utilisées par la contrepartie pour couvrir le risque de change, le risque de crédit, le risque sur marchandises et le risque de taux d'intérêt. La Banque ne cherche pas à déterminer, aux fins comptables, si les clients concluent ces contrats d'instrument dérivé à des fins de commerce ou de couverture et n'a pas déterminé si le bénéficiaire de la garantie possède l'actif ou le passif rattaché à un sous-jacent. Par conséquent, la Banque ne peut déterminer quels contrats constituent des «garanties» suivant la définition qui en est donnée dans la note d'orientation concernant la comptabilité. La Banque emploie un cadre de risque pour définir les tolérances aux risques et elle établit des limites visant à assurer que les pertes ne

dépassent pas les limites prédéfinies acceptables. En raison de la nature de ces contrats, la Banque ne peut faire d'estimations raisonnables du montant maximal à verser éventuellement à des contreparties.

**Ententes d'indemnisation**

Dans le cours normal de ses activités, la Banque prévoit des indemnisations dans des ententes avec diverses contreparties à des opérations, comme des ententes de prestation de services, des opérations de crédit-bail et des ententes liées à des acquisitions et à des cessions. En vertu de ces ententes, la Banque peut être tenue d'indemniser les contreparties des coûts engagés par suite de diverses éventualités, comme des modifications des lois et des règlements et des demandes en litige. Étant donné la nature des ententes d'indemnisation, la Banque n'est pas en mesure de procéder à une estimation raisonnable du montant maximal des paiements futurs qu'elle pourrait éventuellement être tenue de verser à d'autres parties.

Le tableau ci-après contient un résumé, au 30 avril 2003, du montant maximal des paiements futurs qui pourraient devoir être versés en vertu des accords de garantie, compte non tenu des recouvrements possibles par voie de recours ou de dispositions des sûretés détenues ou données en garantie.

(en millions de dollars)	<b>30 avril 2003</b>
Garanties financières à première demande et garanties de bonne fin à première demande	8 185 \$
Actifs vendus sans recours	1 937
Améliorations des termes de crédit	153
<b>Total</b>	<b>10 275 \$</b>

**NOTE 9 : REVENU (PERTE) PAR ACTION ORDINAIRE**

Étant donné que la Banque présente une perte nette applicable aux actions ordinaires pour les trois mois terminés le 30 avril 2003, l'incidence sur le revenu (la perte) par action ordinaire des options sur actions pouvant être exercées est antidilutive; par conséquent, les montants de base et dilué du revenu (de la perte) par action ordinaire sont les mêmes pour la période.

**NOTE 10 : MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES**

Au cours du deuxième trimestre, le Conseil des normes comptables du Canada a approuvé, sous réserve d'un vote écrit, une nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables. La note d'orientation, dont la publication est prévue pour juin 2003, devrait être harmonisée à la norme récemment publiée aux États-Unis pour les entités à détenteurs de droits variables et entrera en vigueur au deuxième trimestre de l'exercice financier 2004 de la Banque. La Banque évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme, mais ne peut la quantifier pour le moment.

**Renseignements à l'intention des actionnaires et des investisseurs**

**Services aux actionnaires**

Appeler le Service de relations avec les actionnaires au 1 866 756-8936

Appeler sans frais au Canada ou aux États-Unis : 1 800 4NEWS-TD (1 800 463-9783). À Toronto, composer : (416) 982-NEWS [(416) 982-6397]. À l'étranger, appeler au 1 866 756-8936

Internet – site Web : [www.td.com](http://www.td.com)  
 Internet – courrier électronique : [customer.service@td.com](mailto:customer.service@td.com)

**Renseignements généraux**

Finances : Communiquer avec les Affaires internes et publiques au (416) 982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : 1 800 895-4463  
 Anglais : 1 866 567-8888  
 Cantonais/mandarin : 1 800 387-2828  
 Service téléphonique à l'intention des malentendants : 1 800 361-1180

**Assemblée annuelle**

Le jeudi 25 mars 2004

**Présentation en direct aux investisseurs** : Des états financiers complets et une présentation aux investisseurs et analystes (disponible le 22 mai) sont accessibles à partir de la page d'accueil du site Web du Groupe Financier Banque TD, à l'adresse [www.td.com](http://www.td.com), en cliquant sur *The Toronto-Dominion Bank 2003 2nd Quarter Results*.

**Diffusion sur le Web d'une conférence téléphonique** : Une diffusion en direct audio et vidéo par Internet de la conférence téléphonique sur les résultats trimestriels du Groupe Financier Banque TD avec des investisseurs et analystes a eu lieu le 22 mai 2003 à 15 h HAE. La conférence a été diffusée sur le site Web du Groupe Financier Banque TD à l'adresse [www.td.com](http://www.td.com). De plus, des enregistrements des présentations sont archivés sur le site Web de TD et seront disponibles pour écoute pendant au moins un mois.

**Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels** :

Une reprise instantanée de la téléconférence est disponible du 22 mai au 22 juin 2003. Composer sans frais le 1 877 289-8525, ou le (416) 640-1917 à Toronto, mot de passe 250045 (touche carré).

**Logiciel requis pour la diffusion sur le Web** : Un explorateur Navigator 4.5 ou Microsoft Internet Explorer 4.0 ou une version supérieure est nécessaire pour avoir accès à la diffusion sur le Web par Internet. Real Player est également requis. Pour télécharger Real Player, visiter le site [www.real.com](http://www.real.com).